

8830810 C13



DIRECTION DE L'INFORMATION
SERVICE DE PRESSE
TEL. 42 30 37 57
45 25 28 81

F R A N C E - I N T E R
INTER-MATIN
(8 H. 20)

MERCREDI 5 OCTOBRE 1988

M. Jean-Marie TJIBAOU
Président du FLNKS

Bernard Brigouleix

BB.- Dans un peu moins de 2 heures le conseil des ministres commencera l'examen d'un projet de loi qui n'a sans doute pas fini de faire couler de l'encre mais dont l'ambition déclarée est d'empêcher de faire couler davantage de sang : le futur statut de la Nouvelle-Calédonie. Aux dernières nouvelles, François Mitterrand devrait faire une déclaration publique sur ce texte en fin de matinée. Un texte que l'accord entre le FLNKS et le RPCR a rendu possible le 26 juin dernier et sur lequel les Français seront appelés à se prononcer par référendum le 6 novembre.

Notre invité, ce matin, c'est l'un des signataires de cet accord, Jean-Marie Tjibaou, le Président du FLNKS, indépendantiste.

Jean-Marie Tjibaou, bonjour.

- Bonjour.

Jean-Marie Tjibaou, ce texte, c'est une victoire pour le FLNKS ?

Jean-Marie TJIBAOU.- Je pense que c'est surtout une victoire pour la paix et pour l'avenir de notre pays.

BB.- Mais est-ce qu'il n'y a quand même pas une formidable hypocrisie ? Ce qu'on espère d'un côté et de l'autre ce n'est pas la même chose. Ce qu'on espère d'un côté c'est l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie et de l'autre c'est au fond que la Nouvelle-Calédonie dans 10 ans choisira de rester française.

Jean-Marie TJIBACU.- Quelqu'un a dit "les meilleurs accords sont ceux qui laissent des arrières-pensées". Dans 10 ans qu'en sera-t-il des accords ? Personne ne le sait aujourd'hui. Ce qui est important c'est que l'on s'engage à construire

...

- 2 -

ensemble un avenir, et ça c'est la première fois qu'on prend cette position...

BB.- Mais construire un avenir qui n'est pas le même malgré tout dans les deux camps.

Jean-Marie TJIBAOU.- Matériellement, le même. Cela veut dire : s'engager pour doter le pays de moyens en infrastructures, en entreprises qui se défendent, qui dégagent de la matière imposable et qui permettent au pays une autonomie financière. Je crois que c'est un objectif que quelque soit l'engagement pour l'indépendance ou l'engagement pour que notre pays reste dans la République que chacun doit prendre à bras-le-corps parce qu'il y a tout à y gagner.

BB.- C'est vrai. Mais est-ce qu'on ne tourne pas un peu autour du pot ? Est-ce que le problème de l'avenir de la Nouvelle-Calédonie c'est simplement une question de développement économique, d'égalité sociale, des chances, de scolarisation, etc, ou est-ce qu'un beau jour, rapidement, et probablement avant ces 10 ans fatidiques, on ne va pas buter sur la question de savoir si la Nouvelle-Calédonie devient un Etat indépendant ou reste un territoire français d'Outre-Mer ?

Jean-Marie TJIBAOU.- L'engagement d'aujourd'hui c'est l'engagement pour qu'il y ait décolonisation, c'est-à-dire recherche d'équilibre au niveau des développements en partant peut-être de répartitions inégales.

BB.- S'il y a une meilleure répartition de la richesse et du pouvoir local disons, vous vous en contenterez ?

...

- 3 -

Jean-Marie TJIBAOU.- Nous nous engageons aujourd'hui pour faire autre chose que ce qui a été fait et qui nous a valu les événements que l'on connaît, qui sont liés à la revendication de reconnaissance d'identité, de dignité, mais aussi de souveraineté de notre peuple. Il n'y a qu'une issue, qu'une perspective qui permet de ne pas revenir, ce sont des institutions définitives qui, pour nous, sont des institutions d'un Etat souverain.

BB.- Quelle perception avez-vous de l'environnement international de la Nouvelle Calédonie aujourd'hui ? On dit beaucoup par exemple que l'Australie porte à cette région du Pacifique un intérêt qu'à Paris on a tendance à trouver un peu suspect souvent.

Jean-Marie TJIBAOU.- L'Australie n'est pas intéressée. Elle cherche à diminuer son aide à la Nouvelle-Guinée. Elle a déjà très largement diminué son aide aux Salomon et pour Vanuatu c'est dérisoire. Elle ne veut pas avoir la Calédonie sur les bras avec les milliards que la France dépense aujourd'hui.

Nous sommes, d'abord, dans la région du Pacifique Sud. C'est notre environnement immédiat je dirai.

Nous sommes de cette région-là tout en étant branché sur le Marché commun. Nous tenons à garder cette relation avec le Marché commun mais nous tenons aussi à développer nos liens avec les pays du bassin Asie-Pacifique parce que c'est notre environnement immédiat et que c'est là que nous construirons.

BB.- Dans le contexte proprement néo-calédonien est-ce que vous n'allez pas vous trouver en butte aux surenchères des durs de l'indépendantisme ? Je pense notamment aux FULK ou à d'autres mouvements.

...

- 4 -

Jean-Marie TJIBAOU.- En face, ils ont à faire front au front calédonien et aussi au front national. Chez nous, il y a le FULK .

BB.- Chacun ses extrémistes en somme. Jacques Lafleur et vous, vous avez à gérer ça chacun de son côté...

Jean-Marie TJIBAOU.- Il y a des ultras de part et d'autre. Nous, nous savons ce que nous voulons pour nos militants, pour les gens que nous engageons. Nous essayons de le partager avec ceux qui ont soutenu M. Jacques Lafleur qui est co-signataire des accords de Matignon. Nous espérons que nous ferons un bout de chemin ensemble en construisant ensemble du point de vue réalités, réalités économiques, réalités du vécu quotidien par les gens. Notre position c'est de dire que quelque soit le statut, souveraineté ou pas souveraineté, les gens continueront, surtout s'il y a souveraineté, ce que nous engageons aujourd'hui, ce que nous partageons aujourd'hui, nous continuerons à le partager quel que soit le statut des uns et des autres.

BB.- Est-ce qu'on va vous voir ensemble faire campagne avec Jacques Lafleur pour le oui ? Ce serait passionnant à voir.

Jean-Marie TJIBAOU.- Oui, je pense qu'on va essayer de le faire là-bas parce que Jacques Lafleur est malade. Je ne sais pas s'il viendra . Je sais qu'il a été contacté pour venir. Mais il y a aussi les problèmes de ses amis politiques ici qu'il faut respecter. Mais nous souhaitons - et moi je souhaite que l'on puisse, même si on ne fait pas campagne ensemble qu'au moins on puisse nous voir à tour de rôle défendre le même projet.

...

- 5 -

BB.- Je me souviens, quand nous nous étions vus aux Nations-Unies il y a deux ans vous m'aviez dit "il ne faut pas se tromper, la France, je l'aime. Il ne faut pas me faire de mauvais procès dans ce domaine". Où en êtes-vous aujourd'hui affectivement avec la France ?

Jean-Marie TJIBAOU.- J'ai dit cela aux Nations-Unies et je n'ai pas changé d'avis. D'ailleurs, je trouve ce pays très beau et les gens formidables. Ce que je refuse c'est la manière dont l'Etat applique ses institutions dans notre pays. C'est aussi la revendication d'être reconnu comme autre et comme possibilité d'être partenaire par rapport aux Nations-Unies parce que vous l'évoquez. Je pense aussi que la France a tout à gagner à accompagner ce mouvement.

Jean-Marie Tjibaou, merci.